



TNS Sofres

Note de synthèse

Partie 1

Les médecins et la réforme du système de santé

Cette note a été rédigée dans le respect des procédures Qualité de TNS Sofres.

Elle a été validée par :
Aurélie BOUILLOT, Directrice de clientèle



TAYLOR NELSON SOFRES SAS
138 avenue Marx Dormoy
92129 Montrouge cedex
Tél : 01 40 92 66 66
Fax : 01 42 53 91 16
Site web : www.tns-sofres.com

FHF

Contacts TNS Sofres
Zein Sawaya
Rozenn Bouvier
Aurélie Bouillot

Date : Mai 2012

La vague 2012 du Baromètre *Les Français et l'hôpital* a permis de mettre en lumière un certain nombre d'enseignements :

Les Français ont une opinion favorable doublée d'une expérience satisfaisante de l'hôpital public. Malgré cela, ils demeurent inquiets quant à son évolution.

Les projets proposés par la FHF pour y faire face séduisent les Français : 69% se disent intéressés de la possibilité pour les infirmiers d'administrer des actes réguliers et protocolisés, et 90% des Français se disent intéressés (dont 43% très intéressés) par l'idée de créer des maisons médicales gérées par les hôpitaux publics pour lutter contre les déserts médicaux.

Ces niveaux d'intérêt élevés vis-à-vis des solutions proposées par la FHF témoignent de la compréhension des Français d'une nécessaire mutation et de leur ouverture au changement.

Qu'en est-il des médecins, principaux acteurs concernés par ce changement ?

Parallèlement à l'enquête menée auprès du grand public, la FHF a souhaité connaître l'opinion des médecins sur des thèmes relatifs à l'évolution du système de santé en France, et à l'hôpital public en particulier.

1. L'évolution de l'hôpital public suscite des critiques

Globalement, le corps médical est insatisfait de la façon dont évolue l'hôpital public : **seuls 28% des médecins interrogés en sont très ou assez satisfaits.**

Ce résultat se détériore un peu plus auprès de la principale cible concernée avec 18% des médecins hospitaliers s'en déclarant très ou assez satisfaits, contre 32% qui n'en sont pas du tout satisfaits.

A l'inverse, les médecins généraux libéraux en sont plus satisfaits (41% de très ou assez satisfaits).

Ainsi, l'inquiétude perçue au sein de la population française est plus prononcée parmi les médecins, notamment hospitaliers, au cœur du système.

(Pour rappel, 45% des Français sont satisfaits de la manière dont évolue l'hôpital public.)

2. Des médecins hospitaliers qui souhaitent donc des réformes, mais après une pause

Pour la majorité des médecins hospitaliers (67%), il faut aujourd'hui **faire une pause pour réfléchir à de nouvelles réformes** (et non les stopper complètement : 8% de citations seulement). Le dernier quart pense quant à lui qu'une nouvelle réforme doit être mise en place rapidement.

Un rôle plus important donné aux associations de patients dans le fonctionnement des hôpitaux publics ne fait pas l'unanimité : moins de la moitié (48%) des médecins hospitaliers sont tout à fait d'accord avec cette proposition, dont 8% tout à fait d'accord (contre 10% de pas d'accord du tout).

3. Quelles solutions pour l'avenir du système de santé ?

- Deux priorités se dégagent parmi les propositions soumises aux médecins :
 - Selon eux, les deux prochaines priorités du nouveau Ministre de la Santé devront être la **lutte contre les déserts sanitaires** (pour 79% des médecins) et la **meilleure organisation des relations entre la médecine de ville et l'hôpital** (pour 76% d'entre eux).
 - La réduction d'actes médicaux injustifiés, le développement des systèmes d'information et de la télémédecine, puis l'encadrement des dépassements d'honoraires sont perçus comme des actions secondaires (citées respectivement par 55%, 46% et 43% des médecins).

- Dans le détail des réformes proposées, certaines remportent globalement les faveurs des médecins interrogés :
 - l'**encadrement des dépassements d'honoraires de manière identique en ville, en clinique et à l'hôpital** remporte le plus de suffrages : 81% des médecins y sont favorables (72% parmi les médecins spécialistes libéraux),
 - vient ensuite la **création et la gestion des maisons médicales dans les territoires en voie de désertification sanitaire** : 77% des médecins y sont favorables (et encore plus parmi les médecins hospitaliers : 85%),
 - et l'**exclusion des cliniques privées ne respectant pas les valeurs du service public du financement de l'assurance maladie** : 64% des médecins y sont favorables.
Cependant, cette proposition est jugée de manière différenciée selon les médecins interrogés : 74% des médecins hospitaliers y sont favorables vs seulement 51% des médecins spécialistes libéraux.

- Les autres réformes sont accueillies de manière plus mitigée par les médecins :
 - la **suppression des dépassements d'honoraires** pour les médecins nouvellement installés dans les zones les plus denses médicalement et **l'évolution du mode de rémunération des professionnels libéraux** vers davantage de paiement au forfait remportent moins de 50% d'opinion favorable (respectivement 47% et 46%). Ainsi, près d'un quart des médecins interrogés (23%) n'y sont pas du tout favorables.
 - enfin, **concernant la délégation d'actes à des personnels paramédicaux**, sous contrôle médical : 52% des médecins interrogés sont favorables à la délégation de certains actes et examens techniques simples et 45% à la délégation dans le cadre du suivi protocolisé de certaines pathologies en consultation. A noter que les médecins hospitaliers sont plus ouverts à ces propositions avec des taux d'opinion favorable de respectivement 64% et 57%.

Pour rappel, 69% des Français trouvent intéressant de donner la possibilité pour les infirmiers ayant suivi une formation complémentaire d'exécuter des gestes médicaux simples afin de pallier à la diminution du nombre de médecins.